

DES ENVIRONNEMENTS FAVORABLES À LA SANTÉ : LA DÉCLARATION DE SUNDSVALL,

Première conférence mondiale sur la promotion de la santé, avec des participants venus de 81 pays, la Conférence de Sundsvall sur la promotion de la santé appelle les habitants du monde entier à s'employer activement à créer des environnements plus favorables à la santé. Faisant la synthèse entre les problèmes de santé et les problèmes d'environnement de notre époque, la Conférence a souligné que des millions de gens vivaient dans des conditions de pauvreté et de dénuement extrêmes, dans un environnement de plus en plus dégradé qui menace leur santé. Ce qui rend les objectifs de la "Santé pour Tous d'ici l'an 2000" extrêmement difficiles à atteindre. Le moyen d'y parvenir est de faire en sorte que l'environnement - physique, social, économique et politique - devienne favorable à la santé, au lieu de lui être néfaste.

La Conférence a identifié de nombreux exemples de création d'environnements favorables à la santé dont pourraient s'inspirer les décideurs politiques et tous ceux qui oeuvrent au sein de la communauté dans les secteurs de la santé et l'environnement. De l'avis des participants à la conférence de Sundsvall, chacun a un rôle à jouer en faveur de la création d'environnements favorables à la santé.

APPEL À L'ACTION

Cet appel à l'action s'adresse directement aux responsables politiques et aux décideurs dans tous les secteurs intéressés et à tous les niveaux. Tous ceux que préoccupent la santé, l'environnement et la justice sociale sont invités à former une vaste alliance pour atteindre l'objectif commun de la "Santé pour Tous". Les participants à la conférence se sont engagés à rapporter ce message dans leurs communautés et pays respectifs, à en informer leurs gouvernements et à commencer à agir. Nous en appelons aussi aux organismes des Nations-Unies pour qu'ils renforcent leur coopération et rivalisent d'engagement en faveur d'un développement durable et équitable.

Un environnement favorable revêt une importance capitale pour la santé, tant ces deux notions sont interdépendantes et inséparables. Nous demandons instamment que l'atteinte de l'un et de l'autre constituent l'objectif principal de toutes les priorités en matière de développement et ait la préséance lorsqu'il s'agit de résoudre des conflits d'intérêts dans le cadre de la gestion quotidienne des politiques gouvernementales.

Les inégalités se reflètent dans le fossé de plus en plus large qui existe aussi bien à l'intérieur de nos nations qu'entre le Nord et le Sud. C'est intolérable. Il est urgent de prendre des mesures en faveur d'une plus grande justice sociale dans le domaine de la santé. Des millions de gens vivent dans des conditions de pauvreté et de dénuement extrêmes, dans un environnement de plus en plus dégradé, que ce soit dans les villes ou dans les zones rurales. Les conflits armés ont des conséquences tragiques pour la santé et le bien-être d'un nombre considérable et sans précédent

de gens. La croissance démographique rapide constitue une grave menace pour un développement durable. Des gens doivent survivre sans eau potable, sans nourriture appropriée, sans logement, sans système d'assainissement.

La pauvreté entrave leurs ambitions et leurs rêves de construire un avenir meilleur et un accès trop limité aux structures politiques les prive de toute autodétermination. Leur éducation est souvent inexistante ou insuffisante, ou du moins peu utile sous sa forme actuelle. Des millions d'enfants n'ont pas accès à une éducation de base et n'ont guère d'espoir de connaître un avenir meilleur. Les femmes, qui constituent la majorité de la population mondiale, sont toujours opprimées. Elles sont exploitées sexuellement et souffrent encore dans de nombreuses parties du monde de discriminations qui les empêchent de jouer pleinement leur rôle dans la création d'environnements favorables à la santé.

Plus d'un milliard d'habitants de notre planète n'ont pas suffisamment accès à des soins de santé essentiels. Les systèmes de soins de santé doivent sans aucun doute être renforcés. C'est toutefois dans les ressources et dans la créativité des individus et de leurs communautés que réside la solution à ces problèmes gigantesques. Pour que ce potentiel puisse s'exprimer, il faut que la manière dont nous percevons notre santé et notre environnement change fondamentalement et que des engagements politiques fermes et clairs soient pris à long terme en faveur de la santé et de l'environnement. Les solutions dépassent le seul cadre des systèmes de santé traditionnels.

Tous les secteurs susceptibles de contribuer à la création d'environnements favorables à la santé doivent prendre des initiatives et les mettre en application par l'intermédiaire des communautés locales et, sur le plan national, par les gouvernements et par des organisations non-gouvernementales, ainsi que sur le plan mondial par des organismes internationales. Ces activités doivent impliquer des secteurs tels que l'éducation, les transports, l'habitat et le développement urbain ainsi que la production industrielle et l'agriculture.

DIMENSIONS DE L'ACTION EN FAVEUR D'ENVIRONNEMENTS FAVORABLES À LA SANTÉ

S'agissant de la santé, le terme environnement favorable se rapporte aussi bien aux aspects physiques qu'aux aspects sociaux du milieu ambiant dans lequel nous vivons. Il s'agit des endroits où les gens vivent, de leurs communautés, de leurs foyers, de leurs lieux de travail et de distraction. Un environnement favorable comporte également le cadre qui détermine leurs ressources et leurs possibilités de jouer un rôle plus important. L'action en faveur de la création d'environnements favorables à la santé a au moins quatre dimensions : physique, sociale, économique et politique. Chacune d'entre elles est indissolublement liée aux autres dans une interaction dynamique. Les actions doivent donc être coordonnées localement, régionalement, nationalement et mondialement, pour permettre de parvenir à des solutions réellement durables.

La conférence a mis particulièrement en évidence quatre aspects des environnements favorables à la santé :

la dimension sociale, qui comporte notamment la manière dont les normes, coutumes et processus sociaux affectent la santé. Dans de nombreuses sociétés, les

relations sociales traditionnelles changent d'une manière qui menace la santé, par exemple en aggravant l'isolement social, en privant la vie d'une certaine cohérence et en compromettant les valeurs traditionnelles et l'héritage culturel.

la dimension politique, qui exige des gouvernements qu'ils permettent une participation démocratique aux processus de décision et une décentralisation des responsabilités et des ressources. Elle nécessite aussi un engagement en faveur de la paix et un redéploiement des ressources consacrées à la course aux armements, conformément au nouveau concept de sécurité globale.

la dimension économique, qui exige une redistribution des ressources pour la réalisation des objectifs de la Santé pour Tous et pour un développement durable qui comporte un transfert de technologies sûres et inoffensives.

la reconnaissance et l'utilisation des compétences et des connaissances des femmes dans tous les secteurs, y compris politique et économique, conduiraient à la mise sur pied d'une infrastructure plus positive pour un environnement favorable à la santé. Le poids de la charge de travail des femmes doit être reconnu et partagé entre les hommes et les femmes. Les organisations communautaires de femmes doivent avoir un plus grand mot à dire dans l'élaboration des politiques et structures de promotion de la santé.

PROPOSITIONS D'ACTION

La Conférence de Sundsvall sur les environnements favorables à la santé est tombée d'accord sur le fait que les propositions visant à la mise en oeuvre des stratégies de la "Santé pour Tous" devaient refléter deux principes de base :

L'équité doit être une priorité fondamentale dans la création d'environnements favorables à la santé qui libèrent l'énergie et la force créatrice en faisant participer tous les êtres humains à cette entreprise unique. Toutes les politiques qui visent à établir un développement durable doivent être soumises à de nouvelles procédures de vérification permettant de parvenir à une distribution équitable des responsabilités et des ressources. Toutes les actions et toutes les allocations de ressources doivent accorder une priorité claire et refléter un engagement ferme à l'égard des pays les moins développés, viser à alléger les charges supplémentaires qui pèsent sur les groupes marginalisés et minoritaires, ainsi que sur les handicapés. Le monde industrialisé doit s'acquitter de la dette écologique et humaine qu'il a accumulée en exploitant le monde en développement.

L'action publique en faveur d'environnements favorables à la santé doit tenir compte de l'interdépendance de tous les êtres vivants et doit gérer toutes les ressources naturelles en tenant compte des besoins des générations futures. Les peuples indigènes ont une relation spirituelle et culturelle unique avec l'environnement physique, dont le reste du monde peut tirer des enseignements précieux. Il est donc essentiel que les peuples indigènes participent aux activités visant à instaurer un développement durable et que des négociations soient menées au sujet de leurs droits à la terre et à leur héritage culturel.

C'EST FAISABLE : EN RENFORCANT L'ACTION SOCIALE

Un appel en faveur d'environnements favorables est une proposition pratique d'action en matière de santé publique au niveau local qui mette l'accent sur un système de santé permettant une large participation et le contrôle de la collectivité. Des exemples ont été présentés à la conférence quant à ce qui se fait dans différentes parties du monde dans les domaines de l'éducation, de l'alimentation, du logement, de l'aide sociale, des soins, du travail et des transports. Ils ont montré que des environnements favorables à la santé permettaient aux gens d'accroître leurs capacités et de devenir auto-suffisants. Ces propositions pratiques sont décrites plus en détail dans le Rapport et le Recueil de la Conférence.

À la lumière des exemples présentés à la conférence, quatre stratégies principales en matière d'action dans le domaine de la santé publique ont paru de nature à favoriser un développement durable au niveau communautaire :

1. Renforcer le plaidoyer pour la santé par l'entremise de groupes d'action communautaires, en particulier de groupes de femmes.
2. Permettre aux communautés et aux individus de prendre le contrôle de leur santé et de leur environnement grâce à l'éducation et à la participation.
3. Établir des alliances pour la santé et l'environnement afin de renforcer la coopération entre les campagnes et stratégies menées en faveur de la santé et de l'environnement.
4. Arbitrer les conflits d'intérêt survenant dans la société dans le sens d'un accès équitable à un environnement favorable à la santé.

En résumé, le renforcement de la participation populaire et communautaire est apparu comme l'essence même d'une approche démocratique de la promotion de la santé, ainsi que comme la force motrice de l'autosuffisance et du développement.

Les participants à la conférence ont reconnu en particulier que l'éducation est un droit humain fondamental et un élément clé pour assurer les changements politiques, économiques et sociaux qui s'imposent si l'on veut rendre la santé possible pour tous. Elle doit être accessible tout au long de la vie et reposer sur le principe de l'équité, surtout entre les cultures, les classes sociales et les sexes.

PERSPECTIVE GLOBALE

L'humanité est partie intégrante de l'écosystème de la Terre. La santé des humains est donc étroitement liée à l'environnement dans son ensemble. Tout indique qu'il ne sera pas possible de maintenir la qualité de la vie des êtres humains et des autres espèces vivantes si des changements radicaux n'interviennent pas dans les attitudes et dans les comportements en ce qui concerne la gestion et la sauvegarde de l'environnement.

Le défi de notre temps est de parvenir à une action concertée en faveur d'un environnement favorable à la santé et durable.

Sur le plan international, les grandes différences de revenu per capita conduisent à des inégalités non seulement en ce qui concerne l'accès à la santé, mais aussi dans la capacité des sociétés à améliorer la qualité de la vie et à la maintenir à un niveau décent pour les générations futures. L'émigration des campagnes vers les villes

augmente considérablement le nombre de gens qui vivent dans des bidonvilles, avec tous les problèmes que cela comporte, notamment le manque d'eau potable et d'assainissement.

Les prises de décisions politiques et le développement industriel reposent trop souvent sur une planification à court terme et sur des profits économiques rapides, sans tenir compte des coûts réels qui en résultent pour la santé et pour l'environnement. La dette internationale ponctionne les maigres ressources des pays pauvres. Les dépenses militaires continuent d'augmenter et la guerre, cause de morts et de souffrances, a donné naissance à de nouvelles formes de vandalisme écologique.

L'exploitation de la force de travail humaine, l'exportation de déchets et de substances dangereuses, le déversement de résidus toxiques et le gaspillage des ressources de notre planète témoignent que la conception actuelle du développement est en crise. Il est urgent de trouver une éthique nouvelle et de mettre au point une législation globale qui soit basée sur un partenariat global et sur la coexistence pacifique afin de permettre une distribution et une utilisation plus équitables des ressources limitées de notre planète.

POUR UNE RESPONSABILISATION MONDIALE

La Conférence de Sundsvall demande à la communauté internationale d'établir de nouveaux mécanismes permettant de faire en sorte que la santé et l'environnement évoluent selon les principes d'un développement sanitaire durable. En pratique, cela signifie que l'on tienne compte de la santé et de l'environnement dans les principales initiatives politiques et programmatiques. L'OMS et le PNUE sont instamment priés de renforcer leurs efforts pour élaborer des codes de conduite relatifs au commerce de substances et de produits dangereux pour la santé et pour l'environnement.

L'OMS et le PNUE sont également priés d'élaborer des directives basées sur les principes d'un développement durable à l'intention des États membres et de tous les organismes multilatéraux et bilatéraux d'aide et de financement tels que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international lorsqu'ils planifient, élaborent et évaluent des projets dans le domaine de la santé publique. Il importe de prendre des mesures d'urgence pour aider les pays en développement à élaborer leurs propres solutions. Une étroite collaboration avec les organisations non gouvernementales doit être poursuivie tout au long de ce processus.

La Conférence de Sundsvall a démontré que les problèmes de santé, d'environnement et de développement humain ne peuvent pas être dissociés. Le développement doit passer par l'amélioration de la qualité et de la santé en même temps que par la protection de l'environnement.

Les participants à la Conférence prient donc instamment la Conférence des Nations-Unies sur l'environnement et le développement, qui se tiendra à Rio de Janeiro en 1992, de tenir compte de la présente déclaration lors de ses délibérations en vue d'élaborer la Charte de la Terre et l'Agenda 21. Les objectifs doivent figurer en bonne place dans ces deux documents. Seule une action mondiale basée sur un partenariat assurera l'avenir de notre planète.